



Universités & Territoires

n°143

12/12/2020

numéro spécial de compte-rendu
6^{ème} édition conférence des stages

6^{ème} conférence des stages

et autres actions de professionnalisation des étudiants



organisé par



avec



en partenariat avec



Conférence Nationale **des Stages**

Rétrospective et perspectives sur les actions de professionnalisation des étudiants en temps de crise

Le 6 novembre dernier se tenait en visioconférence la sixième édition de la Conférence nationale des stages et autres actions de professionnalisation des étudiants. Cet événement, organisé par l'Association des villes universitaires de France (AVUF) et les 3 conférences d'établissements d'enseignement supérieur (CDEFI, CGE, CPU), en concertation avec le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, était cette année consacré à la nécessaire agilité dont doivent faire preuve, face à la crise sanitaire et économique, les acteurs de la professionnalisation des étudiants.

Tout au long de cette journée d'échanges, organisée en collaboration avec Banque Populaire et l'alliance de mutuelles interprofessionnelles et étudiantes HEYME, pas moins de 200 participants s'étaient

donné rendez-vous, par webcams interposées, pour aborder de front la question de la professionnalisation des jeunes, dans un contexte particulièrement tendu en matière tant sanitaire qu'économique.

Ceci autour de séquences animées par le Délégué général de l'AVUF François Rio, la Responsable juridique du Département du lien Formation-Emploi à la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) Stéphanie Devèze-Delaunay, et le Responsable des partenariats ESRI à la Direction du développement des banques populaires Alexandre Dagort, avec Mathias Ménard (DGESIP), Imen Missaoui (CGE) et Samuel Spindler (Latitude) à la modération des tchats ; l'ensemble de la visioconférence étant supervisé par Isabelle Schöninger, directrice exécutive de la CDEFI.

Au fil des temps-forts l'ayant émaillée, les participants ont pu recueillir la parole et les témoignages d'élus et acteurs de premier plan - dont la Présidente de l'AVUF et du Grand-Reims Catherine Vautrin ou Anne-Sophie Barthez, Directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle au Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation -, découvrir les résultats de plusieurs enquêtes, et aborder l'ensemble des champs d'action et de réflexion concernés par ces thématiques « dans cette période bien singulière », comme l'a signalé François Rio en introduction. ■

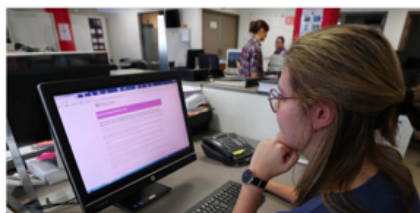
Quelques démarches de collectivités



Troyes Champagne Métropole : des aides aux stages pour les étudiants

CONCOURS DANS L'AUBE - MIS EN LIGNE LE 22/10/2020 À 18:00

Troyes Champagne Métropole et le conseil départemental de l'Aube vont donner un coup de pouce financier aux étudiants qui ont du mal à trouver des stages en entreprise.



Ouverture : Un jeune élu en prise direct avec le sujet

L'ouverture de la journée de travaux avait été confiée à Pierre Sironneau, 22 ans, Administrateur national de l'AVUF, par ailleurs étudiant en école de commerce et conseiller municipal de la Ville du Havre, en charge de la vie étudiante. Un exercice formel auquel il a ajouté une touche personnelle, en tant qu'incarnation concrète du problème actuel lié aux stages – ayant vu le sien brutalement interrompu suite aux dernières annonces gouvernementales.

Souhaitant la « bienvenue, numérique mais chaleureuse », aux participants, Pierre Sironneau a rappelé que Le Havre « n'avait jamais accueilli autant d'étudiants », avançant le chiffre de 13 000 pour la dernière rentrée, et que sa fonction municipale auprès de l'ancien Premier Ministre Édouard Philippe l'avait tout naturellement convaincu de rejoindre le bureau de l'AVUF : « Une association d'élus, regroupant des collectivités locales concernées par des enjeux universitaires : villes, intercommunalités, et même un département », présidée depuis 2014 par la Présidente de la Communauté urbaine de Reims Catherine Vautrin.

Selon lui, « cette sixième conférence des stages est particulière », à la fois « par son format », bien sûr, « mais aussi par un lien évident avec l'actualité. » Ainsi, dans ce contexte particulier, « il nous a paru essentiel d'échanger, tous ensemble, sur les événements du printemps dernier afin d'esquisser les conséquences de cette pandémie, et de s'y préparer du mieux que l'on peut pour les mois qui viennent », étant donné « qu'apparemment, nous ne sommes pas encore sortis de cette histoire. » L'occasion, donc, « ici, aujourd'hui, de partager ce qui a été fait, ce qui nous reste à faire, à améliorer et à inventer, afin qu'une génération entière ne supporte pas le poids de ces deux années. » Un problème auquel il est lui-même particulièrement concerné « dans la mesure où [il fait] partie de cette génération. »

Ainsi, de cette journée « coordonnée par l'AVUF », le programme avait été conçu « en concertation avec quatre autres organismes », qu'il a tenu à remercier : la CPU, la CDEFI, la CGE et le Département lien formation-emploi de la DGE-SIP au Ministère. Un programme guidé par « une idée à laquelle je crois profondément : aucune réponse ne pourra être vraiment satisfaisante si elle n'est pas co-construite avec un maximum d'acteurs. » Soit, « bien évidemment les entreprises, le monde des études supérieures, mais aussi les collectivités locales, qui ont un vrai rôle d'accompagnement à jouer » pour aborder ce sujet « crucial ».

Il a ensuite détaillé ce programme, avec une matinée « consacrée à la professionnalisation des étudiants, notamment autour de la question des stages, en France ou à l'étranger », et une après-midi dédiée « plus précisément à l'insertion professionnelle des étudiants, post-études. » Enfin, au terme des débats, « une touche plus optimiste, avec toutes les nouvelles réponses qui peuvent être apportées, ou l'ont déjà été au cours du printemps dernier. »

Pour conclure, Pierre Sironneau a énoncé « une raison plus personnelle, venue s'ajouter à [sa] volonté d'ouvrir cette conférence. » Étudiant en école de commerce à Strasbourg, il suivait jusqu'à mi-novembre un stage à Paris. Un stage interrompu net du fait de la pandémie. A travers cette intervention, il tenait donc à « incarner ce problème,



Pierre Sironneau, Administrateur national de l'AVUF

que vous connaissez et qui touche tous les étudiants, quel que soit leur cursus ou leur parcours. » Ainsi, plus ce contexte sanitaire s'ancrera voire s'aggravera, « plus le futur professionnel de cette génération, celle dont je fais partie, celle née à la fin des années 90 s'assombrira, réellement. » Il est donc, selon lui, « de notre devoir de nous montrer créatifs, inventifs, positifs afin de pouvoir améliorer les choses. Les stages, au même titre que les premières « vraies » expériences professionnelles, sont devenus essentiels dans le cursus de nombreux étudiants. »

Premier contact avec « le monde si particulier de l'entreprise, qui n'a rien à voir avec celui des études supérieures », cette expérience « permet souvent d'affiner un projet professionnel parfois balbutiant, de finaliser et de peaufiner un apprentissage suivi pendant trois, quatre voire cinq ans. » Dans ces conditions, « le futur professionnel de la génération qui arrive dans le monde du travail subit de plein fouet le contexte sanitaire, et il nous faut parvenir à être audacieux pour que ces jeunes puissent travailler et révéler l'entièreté de leurs talents. » ■

État des lieux et **retours d'expérience**

Dans la première séquence de la matinée, animée par François Rio, l'heure était aux constats, concernant les stages et la professionnalisation des étudiants, au sortir d'une première période de confinement et alors que la deuxième venait de s'amorcer...
Le tout, sur fond de récession économique inédite.

Entrecoupé d'interventions de responsables étudiants et de la présentation des résultats de deux enquêtes (voir pages 5 à 7), ce temps introductif a fait la part belle à la question de l'entrepreneuriat étudiant, via la prise de parole de Christophe Schmitt, vice-Président en charge de l'entrepreneuriat et de l'incubation à l'Université de Lorraine et Président du Réseau national des vices-Présidents "entrepreneuriat, incubation et partenariats socio-économiques".

Pour renforcer la professionnalisation, a-t-il indiqué, « un étudiant a désormais la possibilité de remplacer son stage en entreprise par un projet en-

trepreneurial. » Son action, qui s'inscrit « dans le cadre de l'un des trente réseaux Pépite qui existent en France », a elle aussi été affectée par la crise. « Ce qui en est ressort, c'est une capacité de s'adapter assez rapidement par rapport à la situation », et surtout « un nombre d'étudiants entrepreneurs supérieur à la normale » (50 porteurs de projets supplémentaires pour l'Université de Lorraine).

Pourquoi ? A l'annulation de stages est venu s'ajouter le cas « de ceux qui ont changé leur fusil d'épaule, considérant cette période comme une opportunité pour s'orienter vers l'entrepreneuriat. » En effet, « surtout lorsque l'on se lance,

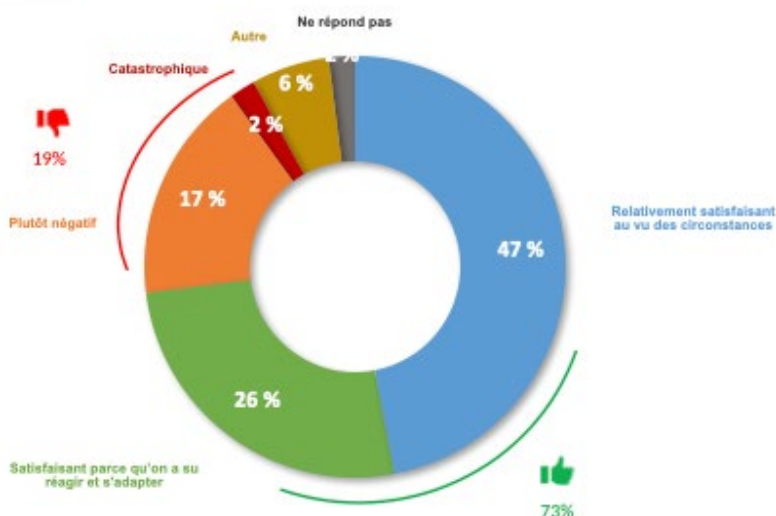
beaucoup de choses peuvent se faire en visio. » Les deux mois du premier confinement ont donc permis à ces étudiants de structurer leurs projets pour ensuite, « aller sur le terrain et rencontrer des personnes.

A l'issue de cette présentation, une multitude de participants sont intervenus pour poser des questions ou apporter des témoignages. Autant de thématiques sur lesquelles la Responsable juridique du Département du lien Formation-Emploi à la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP), Stéphanie Devèze-Delaunay, a apporté des éléments de réponses.

BILAN DE L'ANNEE 2020 EN MATIERE DE STAGES ETUDIANTS

Question 1. Question sur le déroulé des stages en 2020 : Comment qualifiez-vous le bilan de cette année 2020 en matière de stages étudiants ?

Base : 109



Bilan de l'année 2020 : 73% des sondés déclarent être plutôt satisfaits du bilan de l'année 2020 en matière de stages étudiants, dont 26% de satisfaits car ils ont su réagir et s'adapter et 47% de relativement satisfaits au vu des circonstances.

Enquête flash AVUF : le point de vue des établissements

Organisée par l'AVUF, cette enquête, intitulée "les stages étudiants en 2020", est basée sur les 109 premières réponses reçues suite à l'envoi d'un questionnaire à toute une série d'établissements d'enseignement supérieur (56% écoles ; 44% universités). François Rio en a présenté les résultats au cours de cette première séquence.

Concernant le déroulé des stages en 2020, 2% des répondants ont parlé d'une situation « catastrophique », un cinquième des répondants considérant que l'année « a été extrêmement difficile. » Une majorité, en revanche, trouve qu'elle a été relativement satisfaisante, soit « au vu des circonstances » (47%), soit « parce que les établissements ont su réagir et s'adapter » (26%).

En matière de dispositifs mis en place, la grande majorité a parlé d'une « possibilité de différer le stage au-delà des dates habituelles », mais il a fallu aussi parfois réduire sa durée minimale (64%), l'évaluer en télétravail (52%) ou le remplacer par « un projet tutoré, un engagement citoyen, l'expérience d'un job, etc. » (47%). Le même nombre de répondants a également évoqué une neutralisation exceptionnelle des stages.

Pour voir les choses de manière optimiste, plus de 2 répondants sur 5 retiennent de manière positive la capacité mise en lumière de faire preuve d'adaptation et de réactivité, et encore 1 sur 5 les atouts liés au télétravail et à la dématérialisation. 13% évoquent également un renforcement du travail collaboratif avec les partenaires, et 9% la forte motivation des étudiants.

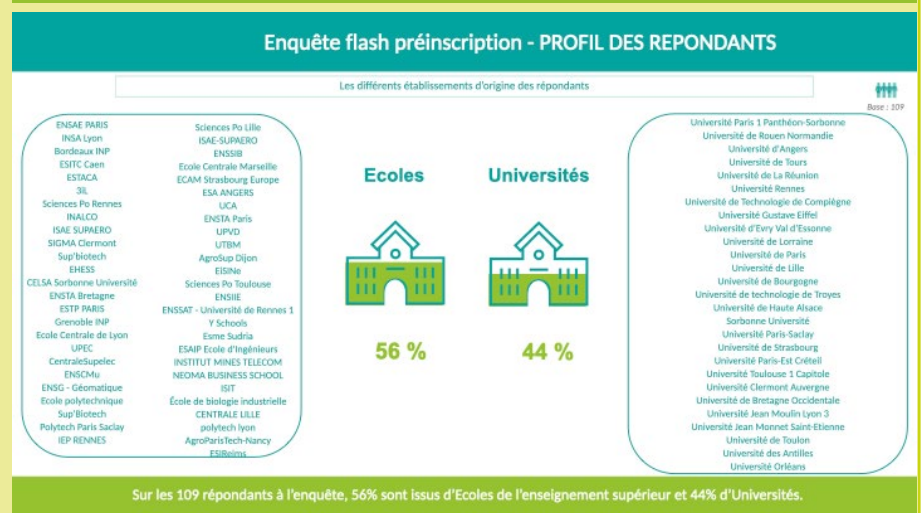
Dans les sujets pointés comme particulièrement cruciaux par une partie des sondés, la situation des stages au vu de la situation actuelle semble peser lourd (50%), suivie à



Parmi les 63 répondants, près de la moitié (41%) évoquent spontanément leur capacité à avoir fait preuve d'adaptation et de réactivité. 19% mettent en avant les atouts du télétravail et de la dématérialisation en matière de stage des étudiants.



18 sondés ont répondu à cette question. Ils aimeraient ajouter à la conférence ces 14 sujets complémentaires à ceux présentés sur l'avant-programme.



Enquête HEYME : le point de vue des étudiants

Organisée par une nouvelle alliance de mutuelles, HEYME, cette enquête nationale "Stages et Covid" établie au mois d'octobre, spécialement pour l'événement, a touché 991 étudiants-adhérents, avec un spectre large de réponses. Ses résultats ont été présentés par Jean-Baptiste Roussouly, Responsable marketing de HEYME.

« HEYME, en tant qu'acteur référent de la protection sociale des jeunes en France, a introduit Jean-Baptiste Roussouly, à cœur de sonder régulièrement les étudiants sur leurs problématiques, comme nous l'avons fait dans notre grande enquête nationale menée en septembre dernier, autour de trois thématiques fortes » : santé mentale, discrimination/harcèlement, précarité/isolement. Il a pointé en préambule et en exclusivité quelques chiffres et enseignements : « Un étudiant sur deux considère qu'il passe à côté de sa vie d'étudiant ; plus de la moitié d'entre eux éprouvent des phases de déprime, motivées par la peur de l'échec scolaire, les problématiques financières et la recherche d'emploi et de stages. »

Sur l'enquête "stages" à proprement parler, ses résultats « révèlent mal-être et inquiétudes chez les étudiants. » En effet, 85% d'entre eux considèrent avoir été impactés voire très impactés par la Covid au niveau scolaire et professionnel, la moitié de ceux consultés ayant été effectivement en stage depuis le début de la crise. 47% de ceux qui n'ont pas eu cette chance ont souffert d'un manque d'offres, 30% ont vu leur stage annulé, et 8% reporté. « Lorsque l'on décortique finement la part de 23% ayant répondu quelque chose d'autre à cette question, on peut percevoir une forme de discrimination à l'égard des étudiants, certains employeurs pouvant estimer qu'ils constituaient



Stages en période de pandémie et de récession



Enquête flash intitulée « Stage et COVID »

Les résultats révèlent mal-être et inquiétudes chez les étudiants

une cible plus propice pour transmettre le virus. »

Concernant ceux qui ont été en stage, 18% estiment que leur expérience a été « énormément » modifiée par la Covid, 54% en tout ayant vu leurs missions affectées directement par l'épidémie. La moitié des répondants a réalisé son stage en télétravail, « ce qui a dû compliquer la pratique des tuteurs en entreprise. » Ces expériences de télétravail ont fait l'objet d'appréciations mitigées, « une partie des étudiants ayant trouvé cela assez compliqué, une autre s'étant beaucoup mieux adaptée. » Plus globalement, le souci a dominé l'expérience (47%), suivi de près par l'inquiétude (31%), mais « la

bonne nouvelle, c'est que globalement, les étudiants sont satisfaits de l'accompagnement proposé par leurs établissements. »

Quand on les interroge, enfin, sur les dispositifs supplémentaires qu'ils auraient appréciés, il est surtout question d'une demande d'aide (méthodologique, pédagogique, psychologique), d'écoute (hotline...), de cadre (consignes claires, meilleure visibilité, décisions « claires et fortes ») et de solutions proposées (en matière d'alternatives au stage, en particulier). ■

L'expérience étudiante (1) : **Julien Doche**

Président du Bureau national des élèves ingénieurs (BNEI), *Julien Doche est étudiant à l'École nationale supérieure de cognitique (ENSC) de Bordeaux INP.*

« Le besoin de réaction du BNEI a été très fort, suite à l'annonce du confinement, qui nous a pris un peu de court. Nous avons eu la chance de participer aux réunions du Ministère dès le lendemain de ces annonces, ce qui nous a permis d'avoir une source d'information fiable et une vision claire très rapidement. (...) Nous avons sorti une première enquête une semaine plus tard, concernant les difficultés majeures ressenties par les étudiants, qui a récolté plus de 11 000

réponses sur plus de 165 écoles en quatre jours (sur une population totale de 185 000). (...) Puis une seconde, quelques semaines plus tard, focalisée sur l'une des problématiques majeures ressorties de la première : celle des stages (3 200 réponses). (...) »

« Plusieurs start-ups ou consortiums comme France Digitale sont venus nous voir, ce qui nous a permis de développer en un peu plus de deux semaines la plateforme job.bnei.fr, qui avait pour but de centraliser l'ensemble des offres que nous connaissions, pour les mettre à disposition des élèves-ingénieurs. (...) Nous avons parallèlement mis l'accent sur

l'importance des élus étudiants dans cette situation de crise, et sur la mobilisation des étudiants eux-mêmes pour gérer ces situations compliquées. (...) En effet, l'expérience a démontré que les étudiants se confient davantage à d'autres étudiants qu'à l'administration, ce qui confirme l'intérêt de pouvoir se reposer sur des membres d'associations et des élus étudiants, à l'écoute de leurs pairs. » ■

L'expérience étudiante (1) : **Maéva Tisserand**

Administratrice de la Conférence nationale des étudiants vice-Présidents d'universités (CEVPU), *Maéva Tisserand est étudiante en Master-2 "Sociologie et institution du politique" à Paris-1 et "Management des universités" à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Montpellier.*

« J'étais en stage l'été dernier, dans le secteur de la protection de l'enfance. Un secteur qui a connu un grand développement pendant la période de confinement du fait de la montée des violences pratiquées à leur encontre, à domicile. Quand je suis arrivée en stage, je devais mener une mission de développement de projet et de relations publiques. Or une partie des services avait basculé en télétravail, de nouveaux outils avaient été introduits... ce qui a impliqué une évolution du contenu de mon stage, son prolongement jusqu'au

mois de décembre, et encore une nouvelle évolution des missions au moment du deuxième confinement. Je suis désormais en télétravail partiel. (...) »

« Au niveau de notre réseau de vices-présidents étudiants, nous avons relevé que les premières inquiétudes concernaient l'organisation des stages des étudiants, les institutions universitaires ayant peiné au début à disposer d'informations tandis que l'adaptation allait très vite au sein des entreprises. La première grande question a été l'équipement des étudiants stagiaires (sans oublier la fracture numérique), qui ne sont pas des salariés des entreprises ou administrations qui les accueillent, et que ces dernières envisagent par définition en présentiel. (...) La deuxième, la transformation des stages, en particulier ceux obligatoires dans le cursus, en mémoires

ou autres. (...) »

« Concernant la peur de l'échec, celle de ne pas trouver d'emploi ou de stage, on l'a également constatée de notre côté, via des témoignages d'étudiants qui affluaient auprès de leurs vices-présidents. Or, tandis que la précarité s'agrandissait en parallèle sur la période, en même temps que le sentiment de solitude, la rentrée n'a pas vraiment aidé, avec l'interruption à nouveau des stages au moment de la deuxième phase de confinement. (...) Cependant, il faut aussi le dire : tous les secteurs ne sont pas impactés avec la même intensité. Le passage au télétravail, par exemple, est sans doute plus évident pour des tâches administratives que sur des secteurs industriels. » ■

La mobilisation des collectivités territoriales

Présidente du Grand-Reims et de l'AVUF, l'ancienne Ministre Catherine Vautrin est intervenue pour indiquer ce que les collectivités locales peuvent apporter, en particulier en termes d'accompagnement, sur le terrain du stage.

« On le sait tous, a introduit Catherine Vautrin, le stage est un tremplin vers la vie active pour beaucoup d'étudiants. » Par conséquent, « cette conférence prend tout son sens à un moment où malheureusement, la crise sanitaire que nous connaissons génère de nombreuses difficultés pour nombre d'entre eux » : baisse d'activité impliquant un moindre taux de recrutement, questions sanitaires favorisant « la visio, qui n'est pas le meilleur moyen de favoriser les stages. »

« Pour autant, a-t-elle rappelé, quand l'AVUF a créé cette conférence en 2015, elle l'avait fait partiellement en réaction à la loi qui avait imposé tellement de contraintes que l'on avait peur que beaucoup d'étudiants ne puissent plus trouver de stages - un certain nombre de collectivités ayant d'ailleurs à l'époque réduit drastiquement l'accueil de ces jeunes dans leurs services. » Depuis cette date, « heureusement les choses ont évolué, les collectivités ont non seulement repris l'habitude d'accueillir des étudiants, mais en plus un certain nombre d'entre elles ont mis en place des activités pour favoriser le développement des stages. »

Ainsi, l'association dispose désormais de « retours d'expérience tout à fait intéressants », comme le dispositif Pulpe créé par la Communauté d'agglomérations de La Rochelle (qui forme « des binômes entre une entreprise ayant besoin de compétences pour mettre en œuvre un projet innovant et un étudiant, plutôt en fin de cursus » - 350 projets accompagnés depuis la création, entre 40 et 45 emplois durables générés parmi les étudiants). Une ac-

tion, « menée par la collectivité », qui a favorisé « une bien meilleure connaissance mutuelle entre l'Université et les acteurs du tissu économique du territoire. » De la même façon, pour Agglopolys à Blois, « un travail a été mis en place pour permettre un rapprochement entre entreprises du territoire et établissements d'enseignement supérieur. »

C'est ensuite sur un dispositif champenois que Catherine Vautrin a braqué les projecteurs, celui de la Communauté d'agglomérations de Troyes, qui a installé « pendant la crise un dispositif d'aide au financement des stages étudiants de longue durée (4 à 6 mois). » Ceci pour « inciter les structures, qu'il s'agisse d'entreprises, de collectivités, d'associations, à accueillir des étudiants en stage pour leur permettre de valider leur année ou leur cursus », en priorité sur des thématiques « intéressant le territoire et/ou liées aux conséquences directes ou indirectes de la crise sanitaire et économique. » Elle a ainsi salué à travers cet exemple « la capacité de réaction de l'agglomération troyenne », l'indéniable rebond dont elle a su faire preuve.

Selon elle, « on peut également proposer autre chose, des alternatives aux stages sous forme de propositions ou de projets tutorés. » De fait, « les villes et les intercommunalités jouent un rôle majeur dans le quotidien de nos concitoyens, en termes de logement, de scolarité, d'action sociale, d'urbanisme, de transport, doivent faire face à des défis sociétaux » et il est important, par conséquent, « que nous montions en compétences. » En outre, « cette innovation peut faire l'objet de



Catherine Vautrin, Présidente du Grand-Reims et de l'AVUF

collaborations avec les laboratoires de recherche, de projets tutorés avec les établissements d'enseignement supérieur du territoire. »

Ainsi, « cette crise, finalement, nous pousse aussi à innover et apporter des réponses. » L'occasion pour la Présidente de l'AVUF de « dire aux présidents d'universités et d'écoles, mais aussi à la Directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle au Ministère, que nous sommes à leur disposition pour lancer une campagne de mobilisation de nos adhérents, pour faire émerger des projets. » Ceci pour être, en somme, « un accélérateur d'initiatives. » ■

Cas particulier : la mobilité internationale

Animée par Stéphanie Devèze-Delaunay, Responsable juridique du Département "Lien formation-emploi" à la DGESIP, cette dernière séquence de la matinée était consacrée à la question des stages et autres expériences en mobilité internationale, et à la manière dont elle a été abordée dans l'actuel contexte, incertain.

« Nous avons souhaité consacrer une table-ronde aux mobilités internationales, a introduit Stéphanie Devèze-Delaunay, en invitant des établissements et structures dédiés à ces sujets. » Devenue « une obligation dans énormément de cursus », cette expérience particulière a été victime, du fait de la pandémie, de « véritables disruptions au niveau des cursus » - les étudiants craignant de ne plus pouvoir progresser dans ces derniers faute de pouvoir quitter le pays.

Erasmus+, aujourd'hui et demain

Dans un premier temps, Mathilde Begrand, Responsable du pôle "enseignement supérieur" à l'Agence éducation France, a souligné l'importance des stages (40%) dans le dispositif Erasmus +, « à la fois pour les étudiants et les apprentis et élèves de la voie professionnelle. » En 2018-2019, la mobilité de stages a augmenté de 27%, quand la mobilité d'études n'a progressé que de 10%. Une dynamique « qui a clairement subi la crise du Covid » (-18% en 2019-2020, surtout concernant les mobilités du second semestre), mais sans éroder la très forte appétence des étudiants pour cette expérience particulière. Concernant les établissements, « certains ont annulé les mobilités, d'autres les ont maintenues, et on a aussi assisté à un recentrage sur les partenaires européens - les fermetures de frontière étant alors moins présentes. » Globalement, « on a assisté à un cas par cas, à des solutions adaptées à chaque mobilité. Un travail très fort, très lourd des établissements, au profit des étudiants. »

A ce niveau, son agence a accompagné les acteurs en matière de recours au distanciel, au télétravail, et sur les clauses de cas de force majeure : « Le programme s'est assoupli, pour pouvoir répondre et aider à accompagner au mieux les étudiants et les établissements. » Dans les années à venir, les nouveaux cadres de financement européens (2021-2027) vont permettre de développer des nouveautés, comme « la mobilité hybride » (activités virtuelles en plus d'une mobilité physique) ou les « programmes intensifs hybrides » (moins individuels, car ils « nécessitent un travail de coopération entre minimum trois établissements européens, ainsi que des acteurs économiques et sociaux ») - en parallèle

de la refonte d'Europass, outil en ligne de la Commission européenne.

A l'issue de cette intervention, Stéphanie Devèze-Delaunay a présenté à son tour le projet *Sprint* (« *Standardize best practices about internships* »), également soutenu par *Erasmus+*, et réunissant 7 partenaires européens. Ce projet a créé 8 critères européens de qualité des stages. Il va faire l'objet d'une internationalisation via la création d'une norme ISO notamment.

Dynamique des établissements

Supportant la « lourde charge de parler des pratiques des établissements



*Vous êtes étudiant ou doctorant
en Île-de-France et vous avez prévu de partir plus de 3 mois
à l'étranger pour étudier ou faire un stage ?*



Participez au concours
**« Trophées des étudiants ambassadeurs
de l'Île-de-France » et tentez de gagner
des prix pouvant aller jusqu'à 3 000 € !**

**DÉPÔT DES
CANDIDATURES
DU 30 OCTOBRE AU
14 DÉCEMBRE 2020**

Regroup Île-de-France - Direction de la communication - Octobre 2020

en matière de stages internationaux », Florence Lebois-Galy, Directrice des partenariats et des relations internationales du Groupe IGS, a détaillé ce que ces derniers, « dont le mot d'ordre a été la flexibilité face à la crise », ont pu mettre en place. « Des initiatives et solutions », parmi lesquelles « la première, la plus fréquente : le report des mobilités stages dans l'attente de temps meilleurs », qui n'était « pas la plus satisfaisante. » Celles qui étaient déjà en cours « ont souvent été écourtées, avec effectivement un soutien fort de la part d'Erasmus +. »

Sur le semestre d'automne, « il y a eu un souhait de plus en plus fort, de la part des étudiants qui portaient, d'être plutôt proches de chez eux, soit dans des pays européens. » Mais des possibilités de stages hybrides ont aussi

été mises sur pied, permettant « aux étudiants d'effectuer une première période de stage à distance, depuis leur pays - avec des prises de contact, des réunions... - pour prévoir (et espérer) qu'une réelle mobilité puisse plus tard avoir lieu. » Enfin, d'autres établissements ont mis en place des « projets professionnels à distance, dans le cadre de la professionnalisation » : l'idée était ainsi « de développer une forme d'alternative aux stages, pour impliquer les enseignants et les étudiants sur des problématiques communes d'entreprises à l'échelle internationale. » Ceci pour « continuer de permettre ces échanges internationaux et interculturels, mais malheureusement à distance pendant quelques temps encore. » Selon elle, aujourd'hui, « on essaie tous de trouver des solutions positives pour mieux envisager,

être mieux préparés à l'avenir. »

L'approche **assurantielle**

Avant la séance de questions-réponses, un dernier temps était prévu pour permettre à Cédric Romeira, Responsable "développement et partenariats" chez HEYME, d'aborder la problématique complexe et bien concrète de l'accompagnement à la mobilité internationale en matière de protection maladie, de risque "accident du travail/maladie professionnelle", d'assistance à distance et de préparation du voyage. De fait, « le droit applicable en France ne s'exporte malheureusement pas à l'international, a-t-il rappelé : une angine en Lituanie, c'est 200 euros ; une gastro en Suisse, 120 euros ; l'appendicite à Singapour jusqu'à 16 300 euros ; une fracture aux USA 20 800 euros... » Ainsi, « la protection maladie du stagiaire fait partie des prérequis pour effectuer son stage, avec une affiliation automatisée par l'Assurance Maladie pour les étudiants français. »

Il a ensuite développé cette question en soulignant la différence entre les mobilités intra- et extra-européennes, et en donnant des informations sur les règlements en cours en termes de Covid-19. Son exposé très complet a abordé l'ensemble des cas possibles de problèmes de santé intervenant lors d'un stage à l'étranger - y compris les accidents du travail ou l'assistance rapatriement. Pour conclure, il a indiqué que le contexte sanitaire a « permis une prise de conscience collective sur les risques autour de la mobilité internationale. » Risques, cela dit, qui pour lui « ont toujours existé. » Ainsi, HEYME est « prête aujourd'hui à accompagner les établissements d'enseignement supérieur », aussi bien « au travers d'une plateforme pédagogique, le « Wellness Center », qu'en réfléchissant à la mise en place de contrats groupes, proposant des garanties sur mesure en fonction des besoins de vos étudiants. » ■

Enquête APEC : insertion des jeunes diplômés

Responsable des relations avec l'enseignement supérieur à l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), Yannick Morel est intervenu en début de matinée pour présenter une enquête « Conséquences de la crise sanitaire et économique sur l'insertion des jeunes diplômés », réalisée en octobre auprès d'entreprises.

Juste avant le confinement, Yannick Morel, dont la structure englobe « environ 50% de l'offre "cadres" », et dispose ainsi « d'une bonne vision du marché », avait constaté un double mouvement : un record historique de recrutements de cadres (en février), et un nombre croissant d'entreprises peinant à trouver un candidat (sur Toulouse par exemple, « sur 30 000 offres, 1 400 n'avaient suscité aucune candidature »). Cette information, livrée en début comme en fin d'intervention, visait à « rappeler qu'il existe encore des poches d'optimisme en matière de recrutement. »

Pour autant, les graphiques l'indiquent : la crise actuelle se présente comme « la pire depuis la Deuxième guerre mondiale, dépassant celle de 1993 qui détenait jusqu'ici le record. » On devrait passer ainsi, entre 2019 et 2020, de 281 300 recrutements de cadres à 200 000 (prévision haute) ou 170 000 (prévision basse, un « effondrement » visant particulièrement les jeunes diplômés). Concernant les offres, leur nombre avait baissé dès le début de l'année (-8 puis -14% du fait du mouvement social contre la réforme des retraites), mais s'est proprement « écroulé avec le confinement » (-36%, -62% et -57% par

rapport aux mois de mars, avril et juin 2019). La situation s'était relativement améliorée ensuite, « avant que ce nouveau confinement ne nous tombe sur le nez. »

La crise « ne touche pas tous les secteurs de la même manière ; on retombe dans les vieilles traditions, où la communication et la création vont être tout de suite beaucoup plus sinistrées. » En outre, les entreprises qui ont reporté ou annulé au moins un recrutement de cadre du fait de la crise sanitaire (19% pour l'ensemble) sont plus ou moins impactées selon leur taille : 43% pour les Entreprises de

Conséquences de la crise sanitaire & économique sur l'insertion des jeunes diplômés

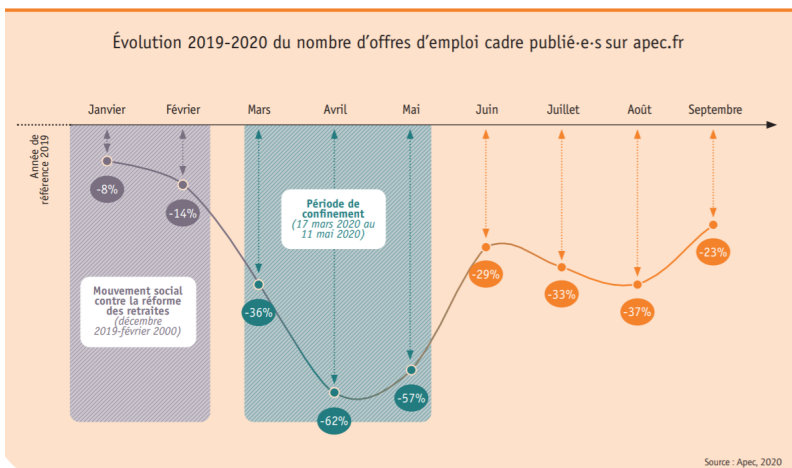
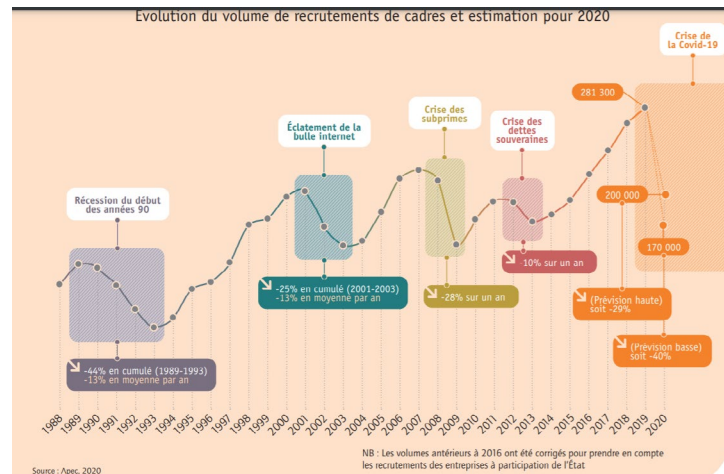


APEC-Yannick Morel – Conférence du 6 novembre 2020



taille intermédiaire ou Grandes entreprises (ETI-GE), qui totalisent 30% du recrutement des cadres ; 26% pour les PME, et 14% pour les TPE. Ainsi, alors qu'en 2019 90 000 entreprises avaient recruté au moins un cadre, ce chiffre tombe à 50 000 pour les neuf premiers mois de 2020 (auquel il faut ajouter 20 000 qui comptent – ou comptaient initialement – le faire au 4ème trimestre).

Le recul du nombre d'offres par secteur (~33% en moyenne générale) s'avère particulièrement marqué pour le commerce (-31%) et l'industrie (-40%) avec, dans ce dernier cas, « encore des poches de recherche, comme les germanophones par exemple. » Autant de chiffres livrés sur l'ensemble des cadres, mais qui s'aggravent encore si l'on considère les seuls jeunes diplômés : -57% d'offres d'emploi pour l'ensemble des cadres en mai, contre -64% pour cette population spécifique. Et même lorsqu'ils sont déjà en poste, ils se sentent considérablement plus menacés par un licenciement que leurs aînés (31%, contre 19%)...



Saisissez toutes les opportunités !

Augmentez vos chances d'être recruté en vous rendant visible auprès des recruteurs.

LE PROFIL APEC
ILLIMITÉ
Publiez votre profil candidat auprès des 30 000 recruteurs qui utilisent chaque mois la prothèque Apec.

« Avec une consultante Apec, on a optimisé mon Profil en utilisant les mots clés utilisés par les recruteurs. L'après-midi, j'ai reçu trois appels pour des entretiens de recrutement... »
JULIEN N.
INGÉNIEUR D'AFFAIRES

RENCONTRES AVEC LES RECRUTEURS
ILLIMITÉ
Participez aux événements réguliers organisés dans tous les centres via l'agenda apec.fr



SERVICES GRATUITS

RDV EN FACE À FACE
ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE
ATELIER COLLECTIF
WEBATELIER OU OUTIL APEC.FR

OBJECTIF PREMIER EMPLOI

ADOPTÉZ LES BONS RÉFLEXES !

Optimisez votre candidature !

Projet, plan d'action, Cv, entretiens... Pour vous démarquer, faites confiance à notre expertise.

NOUVEAU PREMIER EMPLOI
2 JOURS
En groupe, faites le point sur vos atouts et repartez avec votre plan d'action.

CV PROFIL APEC
1 JOUR
Des ateliers pour construire ou tester vos candidatures et votre Profil Apec.

CLÉS D'EMPLOI
2 A 3 JOURS
Avec votre consultant, vous gagnerez du temps en organisant votre recherche.

« J'ai pu explorer d'autres pistes auxquelles je n'avais pas pensé et faire des candidatures en réfléchissant au point de vue recruteur. »
LAURE BARBILIN,
DIRECTrice EN GESTION DES ENTREPRISES



Préparez-vous avec nos outils !

Tout savoir du marché du travail et vous entraîner.

SIMULATEUR D'ENTRETIEN
ILLIMITÉ
Entraînez-vous à répondre à tout type de question.

QUEL JOB AVEC MON DIPLOME ?
ILLIMITÉ
Quel poste ou quelle fonction pourriez-vous occuper avec votre diplôme ?

ANNUAIRE DES MÉTIERS
ILLIMITÉ
Plus de 400 fiches à votre disposition pour découvrir les métiers cadres sur apec.fr



« J'avais deux projets et j'ai utilisé les descriptions des métiers pour expliquer à chaque fois pourquoi cela m'intéressait lors de mes entretiens. »
LEILA SOLAL,
DIPLOMÉE EN URBANISME

Devenir entrepreneur, prêt ?

Concrétisez votre idée ou votre projet en élaborant une feuille de route pour chaque étape.

LANCÉZ VOTRE PROJET D'ENTREPRISE
2 JOURS
Évaluez où vous en êtes dans votre réflexion ou votre projet.



« Qualité du contact humain, méthode super claire, accompagnement qui collait à mon besoin : j'ai pu y voir vraiment plus clair sur la meilleure façon de mener mon projet. »
JULIEN FORINOT
JEUNE ENTREPRENEUR

Des initiatives **concrètes**

Après la présentation de l'enquête APEC par Yannick Morel, le début de l'après-midi fut consacré à la présentation d'initiatives et dispositifs concrets, mis en place par des acteurs divers. L'occasion d'échanger, pendant cette séquence animée par Alexandre Dagort, Responsable des partenariats ESRI à la Direction du développement des Banques Populaires, sur les différentes formes d'accompagnement pour rebondir face à la crise.

Le temps-fort de cette séquence dédiée à la présentation de quatre outils ou initiatives pratiques a été consacré à la prise de parole de Faten Hidri, vice-Présidente de la Région Ile-de-France, chargée de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Ceci, pour « illustrer les différentes formes d'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur proposées par une grande région pour rebondir face à la crise ». D'après elle, « il a fallu que nous fassions vite, et que nous ciblions surtout les bonnes problématiques » : urgence alimentaire au mois de mars, puis enjeux liés au numérique, et désormais, depuis octobre, un plan d'urgence étudiant.

Wweeddoo

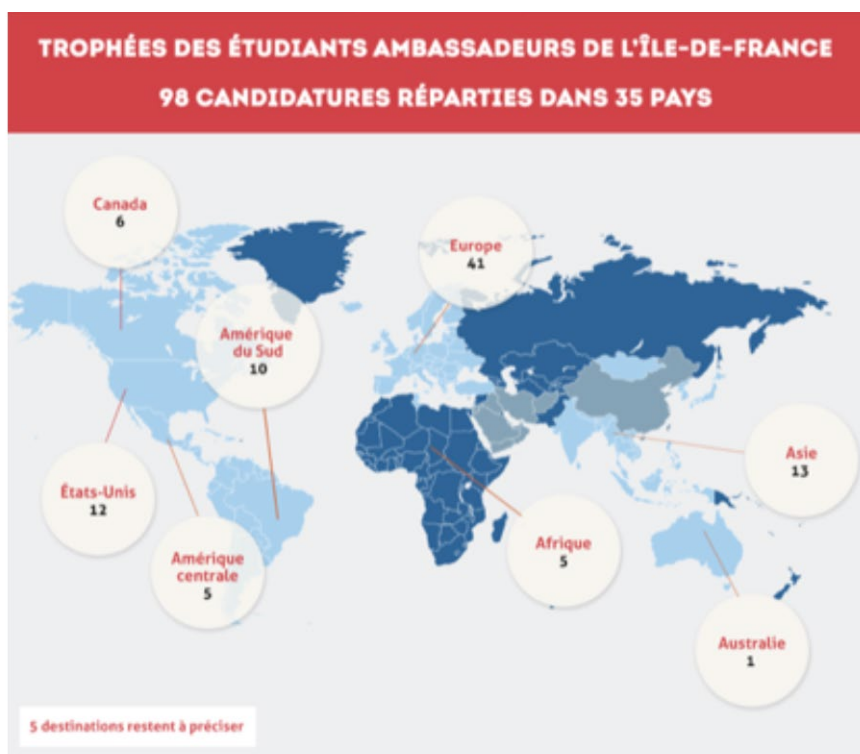
Laurent Lescure, Président de *wweeddoo.com*, 1ère plateforme collaborative « dédiée de lancement de projets pour les jeunes (13-30 ans) et de mise en relation avec tous les acteurs qui ont intérêt à les faire réussir », a rappelé que « face à l'écroulement des stages, il y a une vraie demande de solutions alternatives par les étudiants (projets tutorés, accompagnés), d'une méthodologie pour accompagner tout cela, de cadres et d'un fléchage de toutes les ressources qui peuvent exister, chez l'ensemble des acteurs. » Un dernier point qui constitue « l'un des jobs de *wweeddoo*, du jeune vers les



Faten HIDRI, Vice-Présidente de la Région Ile de France

Sur la professionnalisation en tant que telle, ce plan d'urgence « concernait l'accompagnement vers l'insertion professionnelle » (mise en place de « formations très brèves, immédiatement opérationnelles », bourse DAUE de 1 000 euros, plateforme de stages)... Parallèlement, les prix *Pépité* permettent de soutenir les étudiants entrepreneurs, et le portail *Oriane* de faciliter les choix d'orientation.

Faten Hidri a aussi présenté, pour l'international, les bourses *Mobilité* et surtout le singulier dispositif des « Trophées des Étudiants ambassadeurs de l'Île-de-France », récompensé par des prix pouvant aller jusqu'à 3000 euros pour des projets développés pendant la mobilité, et qui a déjà suscité cette année 98 candidatures réparties dans le monde entier (dont 52 hors des frontières de l'Union).





ressources et des ressources vers les jeunes. » En effet, à l'heure actuelle, il existe « le wweeddoo de Limoges, de Courbevoie, de la CAF, de Michelin... Chaque acteur peut disposer d'un espace pour pouvoir valoriser, activer et soutenir les jeunes. » Des soutiens qui peuvent consister en conseils, en contacts, en matériel ou en financement. Ainsi, actuellement, « sur les milliers de projets qui existent déjà sur la plateforme », fondée en 2015, agréée ESUS et lauréat du PIA, « 62% ne cherchent pas de financement, qui n'est donc pas exclusivement le problème rencontré par les jeunes. » Pour les temps à venir, les deux grandes priorités de cette plateforme sont la réussite des jeunes en voie professionnelle et celle des étudiants et universités, « les deux étant extrêmement liées » - le dispositif mis en place pour les premiers ayant inspiré celui désormais décliné pour les seconds.

Challenge « Innovent la Banque » (BPCE)

Candice Laskar, Responsable de projet recrutement/mobilité au sein de la DRH Groupe BPCE (105 000 collaborateurs, au sein d'entreprises telles le Crédit coopératif, CASDEN Banque populaire, la Banque palatine...), a quant à elle présenté le Challenge « Innovent la Banque », « premier concours d'innovation que nous avons lancé, visant à faire "phosphorer" les étudiants, en appui de la première campagne "Alternance 2021" » (plus de 3 800 alternants recrutés sur l'ensemble des marques). Un moyen, aussi, pour l'entreprise de travailler sa marque employeur, puisque « nous sommes ici en plein cœur de l'innovation et de la créativité. » Un projet

impulsé par l'OPCO (Opérateur de compétences) de Branche Atlas du groupe, en partenariat avec Agorize, une agence spécialisée dans l'organisation de challenges, et qui visait à améliorer la visibilité du groupe auprès des établissements d'enseignement supérieur (« y compris les universités », sachant qu'aujourd'hui les écoles de commerce sont les plus directement réactives sur ce type d'initiatives). Le concours propose cinq thématiques « pour stimuler l'esprit de création des étudiants », proposant à des groupes de jeunes de monter des projets collectivement autour de ces enjeux. Parmi les équipes de 2 à 4 personnes formées, « les cinq finalistes seront mentorées, en plus de 4 000 euros de chèques-cadeaux et de l'occasion de rencontrer notre top management. » Une semaine avant la fin du concours, le 6 novembre, 195 dossiers avaient déjà été reçus, pour 1 300 participants et 286 équipes engagées.

My job glasses – révélateur de vocations

Co-fondatrice de My job glasses, Emilie Korchia a créé cette entreprise « il y a cinq ans, pour permettre aux jeunes de faire des choix de métier par conviction, après nous être rendu compte que nos amis, qui avaient tout pour être heureux sur le papier – diplômés de grandes écoles, disposant d'un bon poste et gagnant bien leur vie – étaient pourtant insatisfaits du job qu'ils occupaient, et regrettaient des choix de carrière faits sur les bancs de l'école. » En outre, selon une étude de la DARES, 46% des jeunes quittent aujourd'hui leur premier emploi avant la fin de la première année. Il a donc fallu permettre aux étudiants de Bac+1 à Bac+8 de rencontrer des professionnels pendant leurs études, après avoir créé un observatoire du premier emploi. Ce dernier a permis aussi de découvrir que 41% des jeunes ne savaient toujours pas vers quoi s'orienter au sortir des études, et que 60% choisissaient leur emploi « pour de mauvaises raisons » (nécessité ou hasard). D'où l'importance de « démocratiser l'accès aux réseaux professionnels

pour tous les étudiants », afin d'éviter les erreurs d'orientation... et désillusions à venir. Ce qui s'organise via un travail en partenariat gratuit avec les établissements de l'enseignement supérieur, et une entrée directe de l'utilisation de cette plateforme gratuite (réunissant 48 000 professionnels) au sein des cursus pédagogiques. « On a ainsi réussi à casser le mythe du professionnel inaccessible », tout en apportant aux jeunes une formation concrète à l'insertion.

La plateforme BNEI

Julien Doche, qui était déjà intervenu en matinée pour le BNEI, a indiqué que les stages de 23% des étudiants que sa structure avait interrogés au début du confinement s'étaient alors déjà interrompus, dont 16% étaient des projets de fin d'études. Ce qui a suscité une réaction immédiate du BNEI, avec la mise en place de la plateforme dédiée, job.bnei.fr, qui a permis de « centraliser et de mettre à disposition l'ensemble des offres de stages à disposition », grâce notamment à l'appui de France digitale. En termes de chiffres d'utilisation du site, ils sont élevés : 73 000 visiteurs, dont 50 000 uniques pendant le confinement, et désormais un taux moyen de 500 visiteurs par mois, pour une plateforme assez sommaire puisque « développée très rapidement, en quelques semaines, par des étudiants bénévoles, sans aucune volonté de faire de l'argent. » L'objectif ? Il était très simple : « Produire une solution d'urgence pour que les étudiants puissent trouver un stage. » Aujourd'hui, rien n'est décidé en termes de pérennisation de cet outil : « Nous réfléchissons à une seconde version de la plateforme, a-t-il conclu, mais peut-être que des échanges avec My job glasses ou l'APEC seraient pertinents. » Ainsi, pour lui, « les portes sont ouvertes, et je vous engage à venir découvrir nos travaux. » ■

L'agilité des établissements face à la crise

Pour cette dernière table-ronde, consacrée aux collaborations inédites et perspectives du point de vue des établissements, trois témoins de premier ordre se sont exprimés : Jacques Fayolle, Président de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI), Guillaume Gellé, Président de l'Université de Reims Champagne-Ardenne et de la commission "formation et insertion professionnelle" de la Conférence des Présidents d'université (CPU), et Frank Bournois, Président de la commission "formation" de la Conférence des grandes écoles (CGE) et Directeur général d'ESCP.

Ces interventions étaient « très attendues depuis ce matin, selon François Rio, co-animateur du débat avec Stéphanie Devèze-Delaunay, *puisque nous avons parlé d'adaptation, d'inventivité, de positivité, mais aussi de nombreuses difficultés, exprimées et ressenties par les étudiants.* » Toutes ces questions, en effet, « *ce sont vos établissements qui ont dû les gérer, trouver à y répondre* », dans le respect nécessaire du cadre réglementaire. Les enquêtes l'avaient d'ailleurs montré en matinée, « *les étudiants ont beaucoup apprécié l'accompagnement fourni par les*

établissements, dans les moments inattendus qu'ils ont du vivre ensemble. »

De fait, comme l'a indiqué Guillaume Gellé, « *l'un des points positifs de cette crise, c'est qu'elle nous a forcés à nous réinterroger sur notre organisation, notamment au niveau local, et sur notre rôle quant à l'insertion et à la professionnalisation de nos étudiants.* » Un travail d'introspection et de réaction face à l'urgence qui a suscité, selon Jacques Fayolle, « *des solutions mises en œuvre de manière parfois un peu artisanale, qui sont maintenant en train d'être profes-*

sionnalisées, structurées, industrialisées. » D'autant qu'a priori, « *une autre année spéciale nous attend, et les changements dans lesquels nous nous inscrivons sont profonds.* »

Acquisition et valorisation des compétences

Dans ce mode d'enseignement profondément affecté par la crise, cette question a surgi dès les premiers jours du confinement, « *surtout pour les enseignements pratiques nécessaires pour l'acquisition de gestes et de compétences, a précisé Guillaume Gellé. D'où le soulagement actuel ressenti*



Jacques Fayolle, Président de la CDEFI



Guillaume Gellé, Président de l'Université de Reims Champagne-Ardenne



Frank Bournois, Directeur général d'ESCP

par les équipes, grâce au maintien de certains TP en présentiel. » Pour lui, « il a fallu trouver des solutions au cas par cas, individualiser nos suivis des étudiants. » Jacques Fayolle, quant à lui, a constaté une différence entre les stages de fin d'études commencés en mars, avant le confinement (qui sont majoritairement passés en télétravail), et ceux devant débiter à la fin de l'année académique, qui ont nécessité la sollicitation de réseaux particuliers, « en particulier ceux des alumni. Il y a eu, là, beaucoup de solidarité. » Quant aux compétences acquises, si certaines, du fait des circonstances, n'ont pas été celles attendues au départ, « celles développées autour de l'agilité, de l'adaptation au contexte sont très importantes ».

En termes d'évaluations, il milite « pour un maintien de celles-ci en présentiel », même si Frank Bournois a apprécié le fait que « la DGESIP nous a aidés en rendant plus souple le dispositif de validation des stages. » Le principal étant, pour l'ensemble des intervenants, de bien rappeler, avec Jacques Fayolle, que « nous avons adapté la forme mais pas nos exigences en termes de niveau. Si les stages ont pu être raccourcis ou modifiés, nous ne sommes pas revenus sur nos exigences en termes de compétences attendues. »

Mobilité internationale et formation continue

« Pour une école internationale [comme l'ESCP, qu'il dirige], la fermeture progressive des campus à Turin, puis Madrid et Berlin, nous a beaucoup appris, notamment par le partage des pratiques des uns et des autres sur le numérique », a introduit Frank Bournois. Au niveau de la CGE aussi, « on a eu des préparations extrêmement régulières, et on a tous su capitaliser et partager. » Ainsi, cet accroissement et cette intensification des échanges entre acteurs ont de manière indéniable contribué à « limiter la casse ». Pour la CDEFI, « l'expérience de la mobilité permet aux ingénieurs d'acquérir des compétences. » Ainsi, dans ce contexte particulier, autoriser la poursuite de ces expériences (sécurisation) ou leur interruption dans de bonnes conditions (rapatriement) a nécessité « agilité et adaptation. » A ce titre, « de nouveaux schémas et systèmes d'information, plus agiles que ceux utilisés précédemment, ont été mis en place. Et perdureront. »

En sus du cas spécifique des stages internationaux, la question de la formation continue a suscité nombre de réflexions : « Lors de cette crise, a en effet déclaré Frank Bournois, les

entreprises ont recherché et parfois développé des modules numériques pour la formation. Face à un marché de plus en plus concurrentiel, il nous faut donc adapter notre offre de formation continue aux besoins des entreprises »... sous peine d'assister à un décrochage généralisé des établissements d'enseignement supérieur sur ces offres. Un avis partagé par Jacques Fayolle, qui indique « l'arrivée d'entreprises importantes comme LinkedIn, qui disposent de moyens énormes, sur ce marché de la formation continue. » Face à cela, « quel modèle voulons-nous ? » Quelle que soit la réponse apportée à cette question, « nous avons besoin de la volonté de nos collègues, mais aussi de moyens financiers. » ■

Retrouvez toutes les archives
www.universites-territoires.fr

Les conclusions du Ministère

Pour la clôture des travaux de la 6^{ème} Conférence des stages, c'est Anne-Sophie Barthez, Directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle au Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, qui avait accepté la responsabilité de livrer ses conclusions, à l'issue d'une journée très dense en échanges et enseignements.



Anne-Sophie Barthez, Directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle au Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

« L'année que l'on a passée a été et est toujours difficile », a ainsi constaté Anne-Sophie Barthez, avant de souligner que « ce qui change, c'est qu'au cours du printemps, nous avons une contrainte stable. Violente, mais stable : on savait que pendant six, huit semaines, il ne se passerait rien. » Depuis le 1er septembre, en revanche, « il ne se passe pas quinze jours sans une nouvelle circulaire, un nouvel ajustement : on ouvre, on ferme, ce qui rend l'exercice de la continuité pédagogique, au-delà de la question des stages, particulièrement difficile. »

Mais tout n'est pas si sombre puisque, contre toute attente, « tout a résisté : l'école, les universités ; tous les acteurs se sont adaptés avec une forte réactivité, tout particulièrement sur la question des stages. » Elle a eu en effet l'occasion de le constater : « La quasi-totalité des questions qui nous sont posées sont relatives aux stages, devenu l'ADN aujourd'hui de tous les cursus. » Or, les enquêtes le démontrent : « La plupart d'entre vous pensez que cela ne s'est pas si mal passé, compte tenu des difficultés rencontrées. »

Ainsi, « tous les échanges que vous avez eus aujourd'hui ont permis de mettre sur la table ce que vous avez vécu, les solutions qui ont été trouvées, les perspectives, les exemples d'actions. Et il faut s'inspirer de ces éléments pour être meilleurs demain, y compris dans une période hors pandémie. » Car « un tiers des étudiants inscrits en formation initiale, soit plus de 900 000 étudiants, ont effectué un stage dans l'année 2019-2020. Ce n'est pas rien. L'enjeu est donc évidemment essentiel, comme l'indique le nombre important de participants à l'événement d'aujourd'hui. »

Selon la Directrice générale, la situation « nous a permis de relever au moins trois défis » : celui de « la sécurité que

nous devons aux étudiants » (cas des stagiaires à l'étranger, de l'invention de stages "à distance"...); celui de la remise ne cause de « choses que nous pensions immuables, comme la dimension "obligatoire" du stage dans des formations comme les licences "pro", BTS, diplômes d'ingénieurs, DUT... A vos côtés, nous avons recherché et mis en place des alternatives » (comme le prolongement de l'année universitaire). Enfin, il a fallu assurer la « sécurisation financière des étudiants » (via par exemple les 200 euros attribués aux étudiants ayant perdu leur "job").

Globalement, « nous avons tous été réactifs ; vous sur le terrain, nous en répondant du mieux que possible à vos questions. » Pour autant, il s'agit désormais de « se projeter dans l'après-pandémie », tout en intégrant le fait que « nous allons connaître des dents de scie jusqu'à l'été prochain » : « Il faut que nous allions de l'avant, que nous pensions à l'après, que l'on voit comment utiliser tout ce que l'on vit aujourd'hui pour cet après. » En effet, « cette autre manière de penser les stages », par exemple, « permet aussi l'émergence de bonnes idées, qui pourront être conservées pour la suite. » ■